



A Paris, le 15 mai 2018

Monsieur Edouard Philippe,
Premier Ministre,
Hôtel de Matignon,
57 rue de Varenne,
75 007 Paris

Objet : Engagement du Gouvernement concernant le financement du Plan national vélo

Monsieur le Premier Ministre,

Nous, organisations impliquées depuis plusieurs années pour faire progresser l'accessibilité de la solution vélo-déplacement, souhaitons vous faire part de notre inquiétude face aux incertitudes persistantes quant à l'engagement du gouvernement pour financer le Plan national vélo. Alors que le gouvernement prépare la publication d'une nouvelle loi d'orientation sur la mobilité et le financement des transports, nous souhaitons partager avec vous les raisons d'y introduire un Plan vélo national et financé. C'est en effet l'un des outils nécessaires pour mettre véritablement la future loi au service d'une mobilité durable.

La France est menacée par un contentieux européen sur la pollution de l'air et le secteur des transports (dont les émissions ne chutent pas pour la seconde année consécutive) est le premier émetteur de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, la moitié des déplacements effectués en voiture font moins de 3 kilomètres, soit l'équivalent d'à peine 10 minutes à vélo. Si ce dernier ne représente que 2,7% des déplacements aujourd'hui, son potentiel à répondre aux besoins de mobilité du quotidien, à laquelle le Président de la République s'est déclaré attaché, est immense.

L'utilisation quotidienne du vélo, véhicule propre par excellence, réduit la pollution de l'air, améliore la santé (notamment des plus vulnérables) et nous permet de lutter contre le changement climatique. Il est un des leviers dont la France ne peut se passer pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat.

Nous craignons que les hésitations du gouvernement apparaissent comme un renoncement de la France à favoriser la mobilité pour tous, à la rendre plus accessible, plus libre, sur tous les territoires.

Dans toutes les métropoles et territoires, la pratique du vélo progresse (+200 % entre 1991 et 2001 à Paris ; +300 % entre 1995 et 2006 à Lyon et Villeurbanne... ; +18% sur le Schéma vélo entre 2013 et 2017...), et cette tendance pourrait encore s'amplifier grâce à l'accompagnement des usagers vers la pratique du vélo par le biais de plateformes de mobilité.

La demande est forte, comme l'ont montré les résultats de la première grande enquête nationale sur le vélo en France¹. Le Plan national vélo est plébiscité par une part significative des citoyens français, par plus de 200 parlementaires, par les élus locaux de grandes métropoles, comme des territoires ruraux. C'est une des recommandations phares du rapport du Comité d'Orientation des Infrastructures, remis le 1er février dernier, et dont nous avons salué l'ambition. Face à une telle unanimité, ne pas ou modérément financer ce plan ne serait pas compréhensible.

Nos organisations estiment les besoins financiers à 200 millions d'euros par an s'agissant de la contribution de l'Etat et recommandent de programmer cet investissement sur 4 ans à minima. Les collectivités seront ainsi appelées à construire et cofinancer des projets innovants et structurants pour rendre leurs territoires cyclables. Une telle impulsion a fait ses preuves chez nos voisins. 200 millions d'euros est équivalent au financement du Plan National Vélo allemand en 2017², pour lequel, depuis 2002, l'Etat fédéral joue le rôle de « coordinateur, facilitateur et catalyseur ». Pour la France, ce montant représente environ 3 euros par habitant, ce qui reste modeste. En guise de comparaison, Etats et collectivités dépensent en moyenne 29 euros par an et par habitant aux Pays-Bas.

La proposition de lancer un Plan national vélo est le fruit de plusieurs années de concertation, durant lesquelles nos organisations se sont mobilisées pour faire émerger des propositions solides, argumentées et porteuses.

Une action volontariste de l'Etat est indispensable pour rattraper le retard de la France sur le vélo. Il soutiendra et renforcera une dynamique, en complément de l'action des collectivités territoriales et de la société civile, pour garantir un véritable « système vélo » sécurisé, performant, accessible à tous, à l'instar du système automobile ou ferroviaire. Les Assises de la Mobilité ont conforté l'analyse des besoins financiers et organisationnels et confirmé qu'un Plan vélo sincère structuré et financé à hauteur de 200 millions annuels est la proposition la plus juste et la plus crédible possible.

Le plan est donc prêt et ne demande que votre arbitrage favorable. C'est dans ce contexte que nos organisations souhaitent pouvoir s'entretenir avec vous en urgence, vu le calendrier annoncé de la Loi Mobilité.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de nos meilleures considérations.

Olivier Schneider, Président de la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB)

Cécile Ostria, Directrice de la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH)

Morgane Créach, Directrice du Réseau Action Climat (RAC-F)

Bruno Gazeau, Président de la Fédération Nationale des Associations d'usagers des Transports (FNAUT)

Jean-François Julliard, Directeur exécutif de Greenpeace France

¹ La demande est forte dans tous les territoires, comme l'ont montré les résultats de la première grande enquête nationale sur le vélo en France : <https://www.parlons-velo.fr/barometre-villes-cyclables>

² <https://nationaler-radverkehrsplan.de/en/notices/news/cycling-promotion-federal-government-raises-200>

Anne Lassman-Trappier, administratrice de France Nature Environnement
Pascal Canfin, Directeur général de WWF France
Gilliane Le Gallic, Présidente d'Alofa Tuvalu
Isabelle Bréant, Présidente, A3FV
Pierre Serne, Président du Club des Villes et Territoires Cyclables
Boris Wahl, Fondateur et Dirigeant de Cyclable
Christelle Beurrier, Présidente des Départements et Régions cyclables
Martine Cano, Présidente de la Fédération française de cyclotourisme (FFCT)
Claire Toubal, au nom de la direction collégiale de L'heureux cyclage
Lionel Macaluso, Président de Mountain Bikers Foundation (MBF)
Anne Faure, Présidente de Rue de l'Avenir
Julien Rebuffet, Directeur du Syndicat des Moniteurs Cyclistes Français (MCF)
André Ghestem, Président de la commission cycle de l'Union Sport & Cycle, Directeur Général de Shimano France
Gérard Foucault, 60 millions de piétons
Florence Gilbert, Directrice générale de WiMoov

Copie à MM. :

N. Hulot, Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire, Ministre d'Etat

E. Borne, Ministre auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, chargée des Transports

A. Buzyn, Ministre des Solidarités et de la Santé

B. Le Maire, Ministre de l'Economie et des Finances

G. Darmanin, Ministre de l'Action et des comptes publics